

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 16 décembre 2020

Objet n° 11 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Sophie Querton, Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, M. Youssef Hammouti, Mmes Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Mamadou Bah, Conseillers communaux; M. Kevin LIKAJ, conseiller communal; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Taoufik Ben addi, Elyass EL YAKOUBI, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales - Exercices 2021 à 2023 – Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 31 voix contre 1 et 13 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu les dispositions du règlement général de police ;

Vu les dispositions du règlement de police sur l'occupation de l'espace public à des fins commerciales ;

Vu les dispositions du règlement communal d'urbanisme ;

Vu sa délibération du 17 décembre 2018 votant le règlement-taxe sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2023 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel impose aux Communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant que la perception de la taxe visée par le présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables en fonction de la durée de l'occupation du domaine public sollicitée par le redevable ;

Considérant qu'aucune distinction ne peut être faite entre certains différents types d'occupation de la voie publique étant donné que l'encombrement est identique, que celui-ci représente aussi un obstacle vis-à-vis des autres usagers de la voie publique et que la charge de travail administratif nécessaire au recensement de cette taxe reste identique ;

Considérant que, conformément à l'objectif de promotion de la vie sociale et culturelle, il est nécessaire d'exonérer de la taxe l'occupation de la voie publique à l'occasion des événements qui figurent au programme des fêtes communales pour autant que les commerçants utilisent la partie de la voie publique qui se trouve devant leur commerce ;

Considérant que la baisse des revenus résultant des perturbations liées aux travaux publics devrait être compensée par l'octroi d'une réduction de la taxe en fonction de la durée des travaux ;

Considérant que l'exonération prévue pour le premier chevron, présentoir ou dispositif portant la carte d'un établissement Horeca, à condition qu'il soit placé dans le périmètre d'une terrasse, d'un débit de boisson ou d'un restaurant et pour autant qu'une autorisation ait été donnée par l'Administration communale à cet effet, se justifie dans la mesure où l'occupation sur la voie publique en question fait partie de l'activité normale de ce type d'établissement ;

Considérant que l'exonération prévue pour les distributeurs automatiques de préservatifs se justifie dans la mesure où elle poursuit un objectif sanitaire d'intérêt général, à savoir la lutte contre la propagation du VIH ;

Considérant que l'activité visée par le règlement-taxe engendre une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publique de la part des services communaux ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du van 13 octobre en 24 novembre 2020 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2021 à 2023, une taxe communale sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales.

Article 2

Sont visés par les présentes dispositions :

- l'étalage de marchandises, tables, chaises, bancs, terrasses et tout autre dispositif complémentaire placé sur la voie publique;
- chevalets, présentoirs ou étendards de publicité commerciale placé sur la voie publique ;
- les distributeurs de carburant installés sur la voie publique ou sur un terrain privé, en retrait, le long de la voie publique;
- les distributeurs automatiques de produits divers pouvant être utilisés de la voie publique.

Au sens du présent règlement, il faut entendre :

- **Voie publique**: les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale. Les voies de circulation y compris les accotements et les trottoirs affectés en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous. Les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, les parcs, jardins, plaines et aires de jeu publics.
- **distributeurs automatiques** : les distributeurs qui contiennent une partie mécanique, électrique ou électronique servant à leur mise en marche, à leur fonctionnement ou à leur utilisation et dont le enclenchement est provoqué par l'introduction d'une pièce de monnaie, d'un jeton ou par tout autre moyen qui lui serait substitué.

Article 3

§1. Toute occupation de l'espace public visée par le présent règlement est soumise à autorisation préalable du Bourgmestre ou par l'autorité communale compétente.

§2. L'autorisation reste valable jusqu'à sa révocation ou à son retrait. Le retrait de l'autorisation par l'administration ou une renonciation par le contribuable ne donne aucun droit à obtenir une indemnité quelconque ou le remboursement du montant de la taxe qu'il aurait déjà payé.

§3. En cas de modification de la base imposable, une nouvelle demande devra être faite le jour même ou le premier jour ouvrable qui suit cette modification.

Article 4

La taxe est due annuellement par la personne physique ou morale, titulaire de l'autorisation d'occupation dûment délivrée par l'autorité compétente, à compter du 1er janvier.

En cas d'occupation de l'espace public sans obtention préalable de l'autorisation requise en exécution du présent règlement, la taxe est due par la personne, physique ou morale, qui occupe effectivement l'espace public. Elle est due dans son entièreté et n'est pas divisible quelle que soit la date du placement des objets taxables sur la voie publique.

En cas de reprise d'un établissement pour lequel la taxe de l'année en cours a été acquittée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour une même superficie imposable.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

Article 5

Les taux annuels, fixés au 1^{er} janvier 2021, seront majorés au 1er janvier de l'année suivante au taux de 2% conformément aux tableaux ci-dessous :

- Pour le placement de tables, chaises, bancs et autre dispositifs complémentaires, dite « les terrasses », par mètre carré de surface autorisée :

		Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023
<u>Taux 1</u>	Par mètre carré de surface autorisée	18,36 €	18,73 €	19,10 €
<u>Taux 2</u>	Avec plancher ou autre dispositif et non démonté en hiver (du 01/01 au 31/03 et du 01/11 au 31/12)	51,00 €	52,02 €	53,06 €
<u>Taux 3</u>	Terrasse fermée	63,24 €	64,50 €	65,79 €
<u>Taux 4</u>	Cotisation minimale	162,18 €	165,42 €	168,73 €

Est à considérer comme « terrasse fermée », toute surface autorisée, séparée de la voie publique de quelque manière que ce soit et constituant un enclos abrité des intempéries au moyen de dispositifs fixes ou mobiles, tels que panneaux, cloisons vitrées, stores, etc. La cotisation minimale sera réduite de moitié et arrondie à l'euro le plus proche, si la terrasse est complètement démontée pendant l'hiver (du 01/01 au 31/03 et du 01/11 au 31/12).

Pour le calcul de la taxe, la surface à prendre en considération est celle mentionnée sur l'autorisation.

Pour les autorisations existantes délivrées avant le 01/01/2019, la surface à prendre en considération est celle du quadrilatère qui circonscrit le groupe d'objets taxables qui occupent le domaine public.

Lorsqu'il y a des paravents, même si ceux-ci dépassent l'alignement de la terrasse ou des objets quelconques, la largeur imposable sera la longueur des paravents. Il ne sera décompté en tout qu'une bande d'un mètre de largeur à titre forfaitaire si l'empiètement sur la voie publique s'étend des deux côtés d'une porte d'accès à l'établissement, exception faite cependant dans le cas de l'existence d'un plancher.

Toute fraction de mètre carré entamée est comptée pour un mètre carré.

- Pour l'étalage de marchandises ou autres objets, par mètre carré de surface autorisée :

	Terrasses	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023
<u>Taux 5</u>	Par mètre carré de surface autorisée	18,73 €	19,10 €	19,48 €
<u>Taux 6</u>	Avec plancher ou autre dispositif	52,02 €	53,06 €	54,12 €

<u>Taux 7</u>	Cotisation minimale	165,42 €	168,73 €	172,11 €
---------------	---------------------	----------	----------	----------

Pour le calcul de la taxe, la surface à prendre en considération est celle mentionnée sur l'autorisation.

Pour les autorisations existantes délivrées avant le 01/01/2019, la surface à prendre en considération est celle du quadrilatère qui circonscrit le groupe d'objets taxables qui occupent le domaine public.

Lorsqu'il y a des paravents, même si ceux-ci dépassent l'alignement des marchandises ou objets quelconques, la largeur imposable sera la longueur des paravents. Il ne sera décompté en tout qu'une bande d'un mètre de largeur à titre forfaitaire si l'empiètement sur la voie publique s'étend des deux côtés d'une porte d'accès à l'établissement, exception faite cependant dans le cas de l'existence d'un plancher.

Toute fraction de mètre carré entamée est comptée pour un mètre carré.

- Pour le placement de chevalets, de présentoirs ou étendards ou les distributeurs automatiques à l'exclusion des carburants:

		Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023
<u>Taux 8</u>	Par objet	85,31 €	87,02 €	88,76 €

Toutefois, les chevalets, présentoirs, étendards ou les distributeurs automatiques situés dans la zone imposable de la terrasse ou de l'étalage de marchandises ou autres objets, seront inclus dans le calcul de la surface de la terrasse ou la surface de l'étalage.

- Pour les appareils de distribution de carburant:

		Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023
<u>Taux 9</u>	Par compteur	1.048,72 €	1.069,70 €	1.091,09 €
<u>Taux 10</u>	Par distributeur automatique	1.601,18 €	1.633,20 €	1.665,86 €

La taxe est réduite de 25 % par compteur permettant d'alimenter les véhicules en gaz naturel, bioéthanol, biodiesel, biogaz et LPG (Liquified Petroleum Gas)

Article 6

Sont exonérés de la taxe :

- l'occupation de la voie publique à l'occasion de braderies, foires, kermesses qui figurent au programme des fêtes communales arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins, cette exonération ne sera accordée qu'aux commerçants utilisant la partie de la voie publique qui se trouve devant l'immeuble où ils exercent habituellement leur activité ;
- le premier chevalet, présentoir ou dispositif portant la carte d'un établissement Horeca à condition qu'il soit placé dans le périmètre d'une terrasse, d'un débit de boisson ou d'un restaurant et pour autant qu'une autorisation ait été donnée par l'Administration communale à cet effet ;
- les distributeurs automatiques de préservatifs

Sont exonérés partiellement ou totalement de la taxe :

- le redevable dont le commerce est situé dans une zone de travaux de réfection effectués en voirie publique et dont l'ampleur perturbe ou empêche l'accès normal au commerce peut introduire une demande de réduction de la taxe auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

La réduction est fixée à :

- 50% lorsque la durée du chantier est supérieure à 30 jours calendrier et inférieure ou égale à 90 jours calendrier
- 100% lorsque la durée du chantier est supérieure à 90 jours calendrier durant un même exercice fiscal
- Pour les chantiers dont la durée chevauche deux ou plusieurs exercices, la réduction sera calculée sur base du nombre de jours calendrier de travaux rattachés à chacun de ceux-ci

Article 7

§1^{er} - Pour un exercice d'imposition donné, le contribuable est tenu de remettre à l'Administration communale une déclaration. Il peut aussi remplir cette déclaration via son espace personnel sur le site de l'Administration communale pour le 31 décembre de l'exercice considéré.

§2 - Toutefois, l'administration communale peut dispenser un contribuable de l'obligation de déclaration et lui envoyer une proposition de déclaration. Cette proposition mentionne la base imposable ainsi que tous les renseignements et données qui ont été pris en considération.

§3 - Si, dans la proposition de déclaration figurent des inexactitudes ou des omissions, ou si les données pré imprimées ne correspondent pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

C'est au contribuable de prouver qu'il / elle a déposé dans les délais la proposition de déclaration (corrigée ou complétée).

Si la proposition de déclaration ne contient pas d'inexactitudes ou d'omissions et que les données imprimées correspondent au statut fiscal, le contribuable ne doit pas retourner la proposition de déclaration.

§4 - La proposition de déclaration, complétée par les éléments que le contribuable a signalé dans le délai visé au §3, vaut déclaration. Toutefois, lorsque le contribuable n'a pas respecté l'obligation visée au §3, alinéa 1^{er}, la proposition de déclaration est assimilée à une déclaration inexacte ou incomplète.

§5 - Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration ou de proposition de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré. Il peut aussi remplir cette déclaration par son espace personnel sur le site de l'Administration communale pour le 31 décembre de l'exercice considéré.

§6 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit faire la déclaration par son espace personnel sur le site de l'Administration communale ou se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 10 à 12 du présent règlement.

Article 9

L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 10

La taxe est recouvrée, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique au compte de la commune.

Article 11

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 13

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle..

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 14

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 17 décembre 2018.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 16 décembre 2020.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 16 december 2020

Voorwerp nr 11 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitster; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Sophie Querton, Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, H. Youssef Hammouti, Mevr. Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Mamadou Bah, Gemeenteraadsleden; H. Kevin LIKAJ, Gemeenteraadslid; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Taoufik Ben addi, Elyass EL YAKOUBI, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belasting op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden - Aanslagjaren 2021 tot 2023 – Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 31 stem(men) tegen 1 en 13 onthouding(en).

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de beschikkingen van het algemeen politiereglement;

Gelet op de beschikkingen van het politiereglement betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden;

Gelet op de beschikkingen van de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening;

Gezien het raadsbesluit van 17 december 2018 stemmend het belastingreglement op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2023;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen, in functie van de duur van de door de belastingplichtige gevraagde bezetting van het openbaar domein;

Overwegende dat er geen onderscheid kan worden gemaakt tussen sommige verschillende soorten van bezetting van de openbare weg, aangezien de ingenomen plaats identiek is, deze ook een obstakel vertegenwoordigt ten opzichte van andere gebruikers van de openbare weg en de administratieve werklast bij de telling van deze belasting hetzelfde blijft;

Overwegende, en in overeenstemming met de doelstelling tot de bevordering van het sociale en culturele leven, is het nodig om de bezetting van de openbare weg vrij te stellen van de belasting ter gelegenheid van evenementen voorzien in het programma van de gemeentefeesten in zoverre de handelaren het deel van de openbare weg voor hun handelszaak gebruiken;

Overwegende dat de daling van de opbrengsten als gevolg van hinder door openbare werken moeten worden gecompenseerd door de toekenning van een belastingvermindering, afhankelijk van de duur van de werkzaamheden;

Overwegende dat de vrijstelling voor het eerste stoepbord, verkoopstandaarden of houder met de kaart van een horecagelegenheid, op voorwaarde dat deze binnen de omtrek van een terras, een drankgelegenheid of een restaurant wordt geplaatst en dat het gemeentebestuur hiervoor een vergunning heeft afgegeven, gerechtvaardigd is voor zover de ingebruikname op de openbare weg in kwestie deel uitmaakt van de normale activiteit van deze type inrichting ;

Overwegende dat de vrijstelling voor condoomautomaten gerechtvaardigd is voor zover daarmee een gezondheidsdoelstelling van algemeen belang wordt nagestreefd, namelijk de bestrijding van de verspreiding van hiv ;

Overwegende het feit dat de activiteit beoogt in dit belastingreglement een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies op gebied van de netheid en de openbare veiligheid vraagt van de gemeentelijke diensten;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Gelet bovendien, op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 oktober en 24 november 2020 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de aanslagjaren 2021 tot 2023 een belasting gevestigd op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden.

Artikel 2

Worden beoogd door de huidige bepalingen:

- het uitstellen van koopwaar, tafels, stoelen, banken, terrassen en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg geplaatst;
- stoepborden, verkoopstandaarden of vaandels van commerciële publicitaire aard op de openbare weg geplaatst;
- de op de openbare weg geplaatste brandstofverdelers evenals de apparaten toegankelijk voor het publiek en geplaatst op een privaatterrein, teruggetrokken, langs de openbare weg;
- de automatische verdelers van producten die kunnen worden gebruikt vanaf de openbare weg.

In de zin van dit reglement, dient te worden verstaan onder:

- openbare weg: de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden; verkeerswegen, met inbegrip van de bermen en de voetpaden, die voornamelijk bestemd zijn voor het verkeer van voetgangers of voertuigen en voor iedereen toegankelijk zijn; de openbare ruimten aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, openbare parken, tuinen, speelplaatsen en pleinen.
- automatische verdeler: zij die voorzien zijn met een mechanische, elektrische of elektronische ingangstelling, dienstig tot hun werking of gebruik en die ingeschakeld worden door de inbreng van een geldstuk, muntstuk of gelijk welk vervangmiddel.

Artikel 3

§1. Iedere bezetting van de openbare ruimte beoogd door onderhavig reglement is onderworpen aan een voorafgaandelijke vergunning van de burgemeester of de bevoegde gemeenteoverheid.

§2. De toelating blijft geldig tot herroeping of tot de intrekking ervan. Het intrekken van de verleende vergunning of het afstand doen ten bate van deze door de belastingplichtige heeft voor laatstgenoemde geen enkel recht tot gevolg op het verkrijgen van om het even welke vergoeding of op terugbetaling van het bedrag van de belastingen die hij al zou hebben betaald.

§3. In geval van wijziging van de belastbare grondslag moet een nieuwe aanvraag ingediend worden op de dag zelf of op de eerste werkdag volgend op de wijziging.

Artikel 4

De belasting is jaarlijks verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon aan wie de vereiste toelating tot bezetting werd verleend door de bevoegde overheid, te rekenen vanaf 1 januari. Bij bezetting van de openbare ruimte zonder het voorafgaand verkrijgen van de vereiste toelating is de belasting in uitvoering van onderhavig reglement verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de openbare ruimte effectief bezet. Zij is verschuldigd voor het hele jaar en is niet deelbaar wat ook de plaatsingsdatum is van de belastbare objecten op de openbare weg.

In geval van overname van de instelling waarvoor de belasting van het lopende jaar is volstort, zal geen nieuwe belasting meer geïnd worden voor diezelfde belastbare grondslag.

De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen.

Artikel 5

De jaarlijkse aanslagvoeten, vastgesteld op 1 januari 2021 zullen op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2% volgens onderstaande tabellen:

- Voor de plaatsing van tafels, stoelen, banken en andere bijkomende opstellingen, anders gezegd “de terrassen”, per vierkante meter vergunde oppervlakte:

		Aanslagjaar 2021	Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023
<u>Voet 1</u>	Per vierkante meter vergunde oppervlakte	18,36 €	18,73 €	19,10 €
<u>Voet 2</u>	Met plankenvloer of andere opstelling en niet gedemonteerd in de winter (van 01/01 tot 31/03 en van 01/11 tot 31/12)	51,00 €	52,02 €	53,06 €
<u>Voet 3</u>	Gesloten terras	63,24 €	64,50 €	65,79 €
<u>Voet 4</u>	Minimale aanslag	162,18 €	165,42 €	168,73 €

Zijn als “gesloten terras” te beschouwen, de totale vergunde oppervlakte, op gelijk welke manier van de openbare weg afgezonderd en die een gesloten ruimte uitmaken, beschut tegen weer en wind door middel van vaste of beweegbare opstellingen zoals panelen, glazen wanden, rolgordijnen, enz.

De minimale aanslag wordt tot de helft herleid en afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, indien het terras volledig is gedemonteerd in de winter (van 01/01 tot 31/03 en van 01/11 tot 31/12).

Voor de berekening van de belasting, is de in beschouwing te nemen oppervlakte, deze vermeld op de vergunning.

Voor de bestaande vergunningen afgeleverd voor 01/01/2019, zal de in beschouwing genomen oppervlakte zijn, de vierhoek die de groep van belastbare objecten welke het openbaar domein, afbakent.

Als er windschermen zijn, zelfs als deze breder zijn dan de ruimte van het terras of die door andere voorwerpen ingenomen wordt, zal de belastbare breedte gelijk zijn aan de lengte van die windschermen. Er zal in het geheel slechts één strook van 1 meter breedte afgetrokken worden, als de openbare weg bezet wordt aan weerszijden van een toegangsdeur tot het gebouw, met uitzondering indien er een plankenvloer ligt.

Iedere begonnen fractie van vierkante meter zal als één vierkante meter worden geteld.

- Voor het uitstellen van koopwaren of andere voorwerpen, per vierkante meter vergunde oppervlakte:

		Aanslagjaar 2021	Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023
<u>Voet 5</u>	Per vierkante meter vergunde oppervlakte	18,73 €	19,10 €	19,48 €
<u>Voet 6</u>	Met plankenvloer of andere opstelling	52,02 €	53,06 €	54,12 €
<u>Voet 7</u>	Minimale aanslag	165,42 €	168,73 €	172,11 €

Voor de berekening van de belasting, is de in beschouwing te nemen oppervlakte, deze vermeld op de vergunning.

Voor de bestaande vergunningen afgeleverd voor 01/01/2019, zal de in beschouwing genomen oppervlakte zijn, de vierhoek die de groep van belastbare objecten welke het openbaar domein, afbakent.

Als er windschermen zijn, zelfs als deze breder zijn dan de ruimte die door de koopwaren of andere voorwerpen ingenomen wordt, zal de belastbare breedte gelijk zijn aan de lengte van die windschermen. Er zal in het geheel slechts één strook van 1 meter breedte afgetrokken worden, als de openbare weg bezet wordt aan weerszijden van een toegangsdeur tot het gebouw, met uitzondering indien er een plankenvloer ligt.

Iedere begonnen fractie van vierkante meter zal als één vierkante meter worden geteld.

- Voor de plaatsing van stoepborden, verkoopstandaarden of vaandels of van automatische verdelers met uitzondering deze met brandstof:

		Aanslagjaar 2021	Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023
<u>Voet 8</u>	Per voorwerp	85,31 €	87,02 €	88,76 €

Echter, de stoepborden, verkoopstandaarden, vaandels of automatische verdelers die zich bevinden binnen de belastbare ruimte van het terras of die voor de uitstalling van de koopwaren of andere voorwerpen, zullen worden opgenomen in de berekening van de grondoppervlakte van het terras of de uitstalling van de koopwaar.

- Voor de brandstofverdelers:

		Aanslagjaar 2021	Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023
<u>Voet 9</u>	Per verdeler	1.048,72 €	1.069,70 €	1.091,09 €
<u>Voet 10</u>	Per automatische verdeler	1.601,18 €	1.633,20 €	1.665,86 €

De belasting wordt per verdeler met 25% verminderd, die de mogelijkheid voorziet voertuigen te bevoorraden met aardgas, bio-ethanol, biodiesel, biogas en LPG (Liquified Petroleum Gas).

Artikel 6

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- bezettingen van de openbare weg ter gelegenheid van braderieën, foren, kermissen die op het programma voorkomen van de gemeentefeesten vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen, die vrijstelling zal slechts toegekend worden aan de handelaars die gebruik maken van het gedeelte van de openbare weg dat voor het gebouw ligt, waar zij gewoonlijk hun bedrijf uitoefenen;
- het eerste stoepbord, verkoopstandaard of installatie waarop de kaart van een horecazaak is bevestigd, op voorwaarde dat deze binnen de zone van een terras, café of restaurant geplaatst wordt en voor zover het gemeentebestuur er een vergunning voor heeft verleend;
- de automatische verdeelapparaten van condooms;

Zijn gedeeltelijk of volledig vrijgesteld van de belasting:

- de belastingplichtige waarvan de handelszaak gelegen is in een gebied waar herstelwerkzaamheden worden uitgevoerd op de openbare weg en waarvan de omvang de normale toegang tot de handelszaak verstoort of verhindert, kan bij het College van Burgemeester en Schepenen een aanvraag tot belastingvermindering indienen.

De vermindering is vastgesteld op:

- 50% bij werken langer dan 30 kalenderdagen en gelijk aan of minder dan 90 kalenderdagen
- 100% bij werken langer dan 90 kalenderdagen tijdens eenzelfde aanslagjaar
- Voor de werken waarvan de duur gespreid is over twee of meerdere aanslagjaren, zal de vermindering berekend worden op basis van het aantal gewerkte kalenderdagen per aanslagjaar

Artikel 7

§1 - Voor een welbepaald aanslagjaar, is de belastingplichtige ertoe gehouden aangifte te doen bij het Gemeentebestuur. Hij kan deze aangifte ook doen via zijn persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur voor 31 december van het desbetreffende dienstjaar.

§2 - Echter, het Gemeentebestuur kan een belastingplichtige vrijstellen van de verplichting tot aangifte en hem een voorstel van aangifte toesturen. Dit voorstel vermeldt de belastbare grondslag alsook alle informatie en gegevens die in aanmerking zijn genomen.

§3 - Indien op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld of indien de voorgedrukte gegevens niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, gedag- en ondertekend indienen bij het gemeentebestuur, met een duidelijke en volledige vermelding en opgave op het voorstel van aangifte van de correcte gegevens en/of alle verbeteringen of aanvullingen. Het is de belastingplichtige die dient te bewijzen dat hij/zij het (verbeterd of vervolledigd) voorstel van aangifte tijdig indiende.

Indien het voorstel van aangifte evenwel geen onjuistheden of onvolledigheden bevat en alle voorgedrukte gegevens stroken met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte niet indienen bij het gemeentebestuur.

§4 - Het voorstel van aangifte, aangevuld met elementen door de belastingplichtige binnen de periode bedoeld in §3, geldt als aangifte.

Echter, wanneer de belastingplichtige niet heeft voldaan aan de in §3, 1^{ste} alinea beoogde verplichting, wordt de voorgestelde aangifte beschouwd als een onjuiste of onvolledige verklaring.

§5 - De belastingplichtigen die geen aangifteformulier of voorstel van aangifte ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende dienstjaar. Hij kan deze aangifte ook doen via zijn persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur voor 31 december van het desbetreffende dienstjaar.

§6 - De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige aangifte doen via zijn persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur of een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 8

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 10 tot 12 van dit reglement.

Artikel 9

Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betrekken aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen.

Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 10

De belasting is te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur, hetzij per elektronische betaling op rekening van de gemeente.

Artikel 11

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 12

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 13

§1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 14

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2021 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 17 december 2018.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 16 december 2020.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,



Cécile JODOGNE